

RCS : ANGERS

Code greffe : 4901

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de ANGERS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1963 B 00088

Numéro SIREN : 063 200 885

Nom ou dénomination : S T R E G O

Ce dépôt a été enregistré le 12/03/2021 sous le numéro de dépôt 3877

SAS STREGO

Expertise comptable - Commissariat aux comptes

4 Rue Papiau de la Verrie

49000 ANGERS

Siret : 06320088500943

Etats Financiers

Exercice du 01/09/2019 au 31/08/2020

COMPTES CERTIFIÉS
CONFORMES



Sommaire

1. Etats Financiers	1
Bilan Actif	2
Bilan Passif	3
Compte de Résultat	4
Compte de Résultat (suite)	5
2. Annexe	6
Faits caractéristiques	7
Règles et méthodes comptables	8
Notes sur le bilan	10
Tableau des filiales et participations	21
Notes sur le compte de résultat	22
Autres informations	27
Informations spécifiques aux organismes de formation 08-2020	30
3. Détail du Bilan	31
Détail Bilan Actif	32
Détail Bilan Passif	34
4. Détail du Compte de Résultat	36
Détail du Compte de Résultat	37
Soldes Intermédiaires de Gestion	44
5. Documents Fiscaux	45

SAS STREGO

Etats Financiers
Exercice du 01/09/2019
au 31/08/2020

Etats Financiers

Bilan Actif

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net 31/08/2020	Net 31/08/2019
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	928 962	800 878	128 085	167 100
Fonds commercial (1)	15 245	15 245		
Autres immobilisations incorporelles	39 907 482	4 047 293	35 860 189	30 164 642
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	5 336		5 336	5 336
Constructions	286 379	276 589	9 790	11 399
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	13 434 305	8 133 197	5 301 108	4 663 014
Immobilisations corporelles en cours	2 900		2 900	958 374
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations	27 752 251	104 288	27 647 963	34 023 973
Créances rattachées aux participations	1 497 922		1 497 922	2 056 081
Autres titres immobilisés	33 311		33 311	33 281
Prêts				
Autres immobilisations financières	717 707		717 707	706 881
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	84 581 801	13 377 490	71 204 311	72 790 080
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	29 334 796	790 726	28 544 070	25 972 025
Autres créances	2 163 439		2 163 439	2 760 713
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement	2 000 000		2 000 000	2 000 000
Disponibilités	24 117 477		24 117 477	6 979 756
Charges constatées d'avance (3)	1 835 354		1 835 354	1 705 689
TOTAL ACTIF CIRCULANT	59 451 066	790 726	58 660 340	39 418 183
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	144 032 867	14 168 216	129 864 651	112 208 263
(1) Dont droit au bail			15 245	15 245
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)			6 298	6 298

Bilan Passif

31/08/2020 31/08/2019

CAPITAUX PROPRES

Capital	8 451 744	8 208 228
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	14 926 689	13 488 437
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	820 823	731 504
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	21 331 934	19 445 913
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	5 231 372	5 102 284
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	144 616	184 218
Total I	50 907 178	47 160 584

AUTRES FONDS PROPRES

Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Total II		

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Provisions pour risques	990 059	682 293
Provisions pour charges		
Total III	990 059	682 293

DETTES (1)

Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires	391 785	415 925
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	36 357 907	24 945 763
Emprunts et dettes diverses (3)	1 602 938	4 089 664
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 368 417	4 827 409
Dettes fiscales et sociales	17 596 310	14 557 277
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	142 183	457 343
Autres dettes	786 852	467 833
Produits constatés d'avance (1)	15 721 021	14 604 172
Total IV	77 967 414	64 365 386
Ecarts de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL (I à V)	129 864 651	112 208 263

(1) Dont à plus d'un an (a)	19 450 205	21 445 248
(1) Dont à moins d'un an (a)	58 517 209	42 920 138
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		135
(3) Dont emprunts participatifs		2 857
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de Résultat

	31/08/2020	31/08/2019
Produits d'exploitation (1)		
Ventes de marchandises		
Production vendue (biens)		
Production vendue (services)	90 969 938	82 462 446
Chiffre d'affaires net	90 969 938	82 462 446
Dont à l'exportation	53 954	60 911
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	9 443	9 500
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	3 581 818	3 481 504
Autres produits	10 514	17 884
Total I	94 571 713	85 971 333
Charges d'exploitation (2)		
Achats de marchandises		
Variations de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variations de stock		
Autres achats et charges externes (a)	31 868 577	30 862 660
Impôts, taxes et versements assimilés	2 508 497	2 043 342
Salaires et traitements	33 635 918	30 305 857
Charges sociales	13 119 547	11 613 970
Dotations aux amortissements et dépréciations :		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	1 687 181	1 491 460
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations	634 504	
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	240 169	351 857
- Pour risques et charges : dotations aux provisions	753 262	403 537
Autres charges	461 754	533 568
Total II	84 909 410	77 606 251
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	9 662 304	8 365 082
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée III		
Perte supportée ou bénéfice transféré IV		
Produits financiers		
De participation (3)	114 300	888 827
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)	36 023	33 834
Autres intérêts et produits assimilés (3)	9 570	13 439
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change	4 388	1 259
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total V	164 281	937 360
Charges financières		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	104 288	
Intérêts et charges assimilées (4)	273 337	304 193
Différences négatives de change	3 673	2 444
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total VI	381 298	306 637
RESULTAT FINANCIER (V-VI)	-217 017	630 723
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	9 445 286	8 995 805

Compte de Résultat (suite)

	31/08/2020	31/08/2019
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	286 239	32 800
Sur opérations en capital	192 736	443 457
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges	175 096	155 704
Total produits exceptionnels (VII)	654 071	631 961
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	73 616	335 112
Sur opérations en capital	189 394	362 678
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	93 535	257 993
Total charges exceptionnelles (VIII)	356 545	955 784
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	297 526	-323 823
Participation des salariés aux résultats (IX)	2 022 768	1 552 237
Impôts sur les bénéfices (X)	2 488 672	2 017 461
Total des produits (I+III+V+VII)	95 390 065	87 540 654
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	90 158 693	82 438 370
BENEFICE OU PERTE	5 231 372	5 102 284
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées	9 570	13 439
(4) Dont intérêts concernant les entités liées	7 113	7 979

Annexe

Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Au cours de l'exercice, Strego a pris plusieurs participations :

- le 19 décembre 2019, Strego a acquis 20 % des parts de la S.A.S Goodwill Management, société de conseil sise à Paris,
- le 20 décembre 2019, Strego a acquis 100 % des parts de la S.A.S Picavet, société de commissariat aux comptes sise à Quimperlé,
- le 31 août 2020, Strego a acquis 100 % des parts des S.A.S SDH et 60 % du capital du Cabinet Tanguy, sociétés d'expertise comptable sises à Morlaix.

Selon l'assemblée générale du 29 février 2020, la SAS STREGO a procédé à la fusion absorption à effet rétroactif au 1^{er} septembre 2019 :

- de la SAS Cabinet d'expertise comptable Dominique Nineuil et de la SAS Rivault Audit Conseil, sociétés sises à Poitiers
- de la SAS Cabinet Tersiguel Jolivet et associés sises à Lorient.

Autres éléments significatifs

Information au titre de l'impact de l'épidémie de Covid-19 sur l'activité de l'entreprise postérieurement à la clôture de l'exercice.

L'entreprise constate que cette crise sanitaire n'a pas eu d'impact significatif sur son activité depuis le 11 mars 2020, et que la continuité d'exploitation n'est pas remise en cause. Néanmoins, la société a eu recourt au chômage partiel et a obtenu un PGE à la hauteur de 13 millions d'euros. Aucune autre information particulière ne mérite d'être signalée sur le sujet.

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS STREGO

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/08/2020, dont le total est de 129 864 651 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 5 231 372 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/09/2019 au 31/08/2020,

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 29/10/2020 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/08/2020 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices. Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

* Concessions, logiciels et brevets :

Logiciels techniques : 1 à 3 ans

Logiciels gestion cabinet : 3 à 4 ans

* Constructions : 20 ans

* Agencements des constructions : 10 à 20 ans

* Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans

* Matériel de transport : 3 à 5 ans

* Matériel de bureau : 3 à 10 ans

* Matériel informatique : 2 à 5 ans

* Mobilier : 5 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les valeurs résiduelles des immobilisations sont considérées comme nulles car non significatives ou non mesurables.

Un amortissement dérogatoire est comptabilisé pour l'écart constaté entre la dotation fiscale calculée en fonction des durées d'usage et du mode dégressif le cas échéant et, d'autre part, la dotation économique calculée en fonction des durées d'utilisation et du mode linéaire.

Titres de participation

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition y compris les frais accessoires.

Un amortissement dérogatoire est alors constaté afin de tenir compte de l'amortissement de ces frais accessoires.

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

Tableau des immobilisations

	En début d'exercice	Fusion	Augmentation	Virement de poste à poste	Diminution	En fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement						
Autres postes d'immobilisations incorporelles	33 295 422	6 722 138				40 017 560
Immobilisations incorporelles en cours	772 719		61 409			834 128
Immobilisations incorporelles	34 068 142	6 722 138	61 409	0	0	40 851 689
Terrains	5 336					5 336
Constructions sur sol propre	99 462					99 462
Constructions sur sol d'autrui						
Installations gén., agenc. et aménag. des constructions	186 917					186 917
Installations techn., matériel et outillage industriels						
Installations gén., agenc. et aménagements divers	6 212 576	808 214	103 190	1 084 992	35 115	8 173 857
Matériel de transport	368 328	23 759	14 774		187 632	219 230
Matériel de bureau et informatique, mobilier	4 578 958	315 094	179 182	70 181	102 197	5 041 217
Emballages récupérables et divers						
Immobilisations corporelles en cours	958 373		621 185	-1 155 172	421 486	2 900
Avances et acomptes						
Immobilisations corporelles	12 408 951	1 147 067	918 332	0	746 431	13 728 920
Participations par mise en équivalence						
Autres participations	36 080 054	2 205 603	3 647 645		12 683 128	29 250 173
Autres titres immobilisés	33 281	15 509	1 510		16 889	33 311
Prêts et autres immobilisations financières	706 881	42 700	115 697		147 571	717 707
Immobilisations financières	36 820 215	2 283 812	3 764 852	0	12 847 689	30 001 190
ACTIF IMMOBILISE	83 298 309	10 133 017	4 744 593	0	13 594 119	84 581 801

Notes sur le bilan**Actif immobilisé (suite)****Immobilisations incorporelles*****Mali de fusion sur actifs incorporels***

Conformément aux préconisations du règlement de l'ANC 2015-06 du 23 novembre 2015 applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2016, les mali de fusion ont été affectés à l'actif dont ils relèvent.

Les mali techniques relevant du fonds de commerce et assimilables à notre clientèle expertise-comptable, apparaissent en compte 208110 - Mali de fusion sur actifs incorporels, pour un solde total de 17 304 600 € répartis comme suit :

mali de fusion CIREC	743 765 €
mali de fusion GLR	60 171 €
mali de fusion RANCE AUDIT CONSEIL	752 311 €
mali de fusion SCTL	768 597 €
mali de fusion EXPERTIS	1 274 257 €
mali de fusion Cabinet CB	282 401 €
mali de fusion COGEX	1 170 032 €
mali de fusion AUDITEF	968 757 €
mali de fusion GUY FONTAINE	647 €
mali de fusion DUNOYER VIDAL AUDIT	252 376 €
mali de fusion GB ASSOCIES/SOCECO	2 294 538 €
mali de fusion PAREXCO	1 058 506 €
mali de fusion TOURNAIRE	464 507 €
mali de fusion HOLDICABEX/CABEX	976 900 €
mali de fusion SOFIDER	426 992 €
mali de fusion SARMEX	49 114 €
mali de fusion NINEUIL	1 246 474 €
mali de fusion RIVAUT AUDIT CONSEIL	641 901 €
mali de fusion TERSIGUEL JOLIVET	3 872 354 €

Total au 31 août 2020 : 17 304 600 €

Notes sur le bilan

Actif immobilisé (suite)

Les malis techniques relevant du fonds de commerce ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation annuel considérant que la durée d'utilité de ces fonds de commerce est indéterminée.
Il convient d'assimiler l'ensemble de ces malis à de la clientèle « Expertise-Comptable ».

Une provision est comptabilisée quand la valeur d'utilité issue du test de dépréciation est inférieure à la valeur comptable.

Le règlement comptable prévoit que :

Dès lors qu'un fonds commercial n'est pas amorti, un test de dépréciation annuel est obligatoire, même sans indice de perte de valeur.

La dépréciation éventuelle constatée sur un fonds commercial ne peut jamais être reprise.

Le résultat de ce test de dépréciation n'a pas conduit à déprécier les valeurs des fonds de commerce inscrits à l'actif du bilan au 31 août 2020.

Notes sur le bilan

Amortissements

Amortissements des immobilisations

	En début d'exercice	Fusion	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement					
Autres postes d'immobilisations incorporelles	3 736 400	64 453	428 059		4 228 912
Immobilisations incorporelles	3 736 400	64 453	428 059	0	4 228 912
Terrains					
Constructions sur sol propre	88 063		1 809		89 672
Constructions sur sol d'autrui					
Installations gén., agenc. et aménag. des constructions	186 917				186 917
Installations techn., matériel et outillage industriels					
Installations gén., agenc. et aménagements divers	3 703 553	348 744	617 798	28 138	4 641 957
Matériel de transport	189 410	23 759	27 135	79 463	160 841
Matériel de bureau et informatique, mobilier	2 603 885	205 491	612 580	91 559	3 330 387
Emballages récupérables et divers					
Immobilisations corporelles	6 771 829	577 994	1 259 122	199 159	8 409 786
ACTIF IMMOBILISE	10 508 229	642 447	1 687 181	199 159	12 638 698

L'entreprise considère que l'amortissement économique est égal à l'amortissement linéaire.

Notes sur le bilan**Actif circulant****Etat des créances**

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 35 549 218 € et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	1 497 922		1 497 922
Prêts			
Autres	717 707		717 707
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	29 334 796	29 334 796	
Autres	2 163 439	2 157 141	6 298
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	1 835 354	1 835 354	
Total	35 549 218	33 327 291	2 221 927

Prêts accordés en cours d'exercice
Prêts récupérés en cours d'exercice
Prêts et avances consentis aux associés

Produits à recevoir

	Montant
Créances rattachées à des participations	9 570
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	8 302 096
Autres créances	540 243
Disponibilités	
Total	8 851 909

Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

Dépréciation des actifs

	Dépréciations en début d'exercice	Fusion	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles			634 504		634 504
Immobilisations corporelles					
Immobilisations financières			104 288		104 288
Stocks					
Créances et valeurs mobilières	791 422	116 087	240 169	356 953	790 725
Total	791 422	116 087	978 961	356 953	1 529 517
Répartition des dotations et des reprises :					
Exploitation			874 673		356 953
Financières				104 288	
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan**Capitaux propres****Composition du capital social**

Capital social d'un montant de 8 451 744 € décomposé en 402 464 titres d'une valeur nominale de 21,00 €.

	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice	390 868	21,00
Titres émis pendant l'exercice	11 596	21,00
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	402 464	21,00

Tableau de variation des capitaux propres

	Solde au 01/09/2019	Augmentations*	Diminutions*	Solde au 31/08/2020	<i>*Dont : affectation des résultats</i>
Capital	8 208 228	243 516		8 451 744	
Primes d'émission	13 488 437	1 438 252		14 926 689	
Réserve légale	731 503	89 319		820 822	89 319
Réerves générales	19 445 912	1 886 021		21 331 933	1 886 021
Résultat de l'exercice	5 102 284	5 231 373	5 102 284	5 231 374	-
Dividendes					3 126 944
Provisions réglementées	184 218	37 530	77 132	144 616	
Total Capitaux Propres	47 160 582	8 926 011	5 179 416	50 907 178	

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Fusion	Dotations	Reprises (utilisées)	Reprises (non utilisées)	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	278 756		56 005	59 707	38 257	236 797
Garanties données aux clients						
Perdes sur marchés à terme						
Amendes et pénalités						
Autres provisions pour risques	403 537	108 538	753 262	512 075		753 262
Total	682 293	108 538	809 267	571 782	38 257	990 059
Répartition des dotations et reprises :						
Exploitation			753 262	512 075		
Financières						
Exceptionnelles			56 005	59 707	38 257	

Provisions réglementées

	Provisions au début de l'exercice	Fusion	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Pour investissements					
Pour hausse des prix					
Amortissements dérogatoires	184 217		37 530	77 132	144 616
Implantations à l'étranger					
Prêts d'installation					
Autres provisions					
Total	184 217		37 530	77 132	144 616
Répartition des dotations et des reprises:					
Exploitation					
Financières					
Exceptionnelles			37 530	77 132	

Notes sur le bilan**Dettes****Etat des dettes**

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 77 967 090 € et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant	Échéance	Echéances	Echéances
	Brut	à moins d'un an	à plus d'un an	à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires	391 785			391 785
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	135	135		
- à plus de 1 an à l'origine	36 357 772	17 893 901	14 982 248	3 481 623
Emprunts et dettes financières divers	1 483 100	888 551	187 178	407 371
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	5 368 417	5 368 417		
Dettes fiscales et sociales	17 596 310	17 596 310		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	142 183	142 183		
Autres dettes	906 367	906 367		
Produits constatés d'avance	15 721 021	15 721 021		
Total	77 967 090	58 516 885	15 561 211	3 888 994
Emprunts souscrits en cours d'exercice	14 492 491			
Emprunts remboursés sur l'exercice	3 103 353			
Emprunts et dettes contractés auprès des associés	119 356			

Notes sur le bilan**Dettes garanties par des sûretés réelles**

	Dettes garanties	Montant des sûretés	Valeurs des biens donnés en garantie
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit			
Emprunts et dettes divers	4 346 247		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes fiscales et sociales			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Total	4 346 247		

Pour le financement de l'usufruit de l'ensemble immobilier situé rue Papiau de la Verrie à Angers, la SAS STREGO a affecté et hypothqué, au profit des organismes financiers préteurs, l'usufruit temporaire pour un montant de 7 100 000 €.

Au 31 Août 2020, le montant du capital restant dû sur ce financement s'élève à 4 346 247 €.

Charges à payer

	Montant
Emprunts obligataires convertibles	11 985
Autres emprunts obligataires	18 545
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 218
Emprunts et dettes financières divers	776 506
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 135 195
Dettes fiscales et sociales	176 153
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	9 119 602
Autres dettes	
Total	9 119 602

Notes sur le bilan**Comptes de régularisation****Charges constatées d'avance**

	Montant
Charges d'exploitation	1 835 354
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
Total	1 835 354

Produits constatés d'avance

	Montant
Produits d'exploitation	15 721 021
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
Total	15 721 021

Tableau des filiales et participations

Tableau des filiales au 31 Août 2020

INFORMATIONS FINANCIERES	Capital	Reserves et report avant affectation	Amort.	Dérogatoires	Quoté-part du capital détenu	Valeur comptable des titres détenus	Prix et avances par la société	Montant des cautionnements avais donnés par la société	Chiffre d'affaires HT du dernier exercice	Résultat du dernier exercice	Dividendes encaissés par la société dans l'exercice
FILIALES ET PARTICIPATIONS											
Filiales (> 50 % du capital détenu)											
SCI FONCIERE D'HARLEVILLE (12/2019)	1 524	35 421	126 431	98,00%	1 494	1 494	-	-	41 556	29 012	34 300
SARL EUFRATE	1 000	43 648	-	99,23%	1 292	1 292	-	-	14 467 904	2 361	
SAS STREGO AUDIT	915 213	1 598 620	-	100,00%	2 449 018	2 449 018	-	-	4 958 219	8 034	
SAS ALC AUDIT	151 000	484 951	-	100,00%	1 392 131	1 392 131	-	-	602 658	2 228	
SAS BAKER TILLY PARIS	8 160 579	6 662 195	-	100,00%	15 424 491	15 424 491	707 159	-	Néant	-5 677	
SAS AUDIT ATLANTIQUE POITOU CHARENTES	155 000	377 843	-	100,00%	528 024	528 024	-	-	237 920	169	
SAS FIDUCIAIRE DES OLONNES	750 000	221 980	-	80,00%	1 329 730	1 329 730	-	-	1 319 879	96 982	80 000
PICAVET LEDAIN	100 000	413 684	-	100,00%	834 789	834 789	-	-	764 796	13 718	
CABINET TANGUY	510 000	66 624	-	60,00%	1 424 941	1 424 941	-	-	2 712 615	473 194	
SDH	245 300	374 143	-	100,00%	860 520	860 520	-	-	147 000	258 020	
Participations (10 à 50 % du capital détenu)											
SARL EUFRATE 2	1 000	19 427	-	49,70%	497	497	-	-	69 810	3 241	
SAS ABINGTON HOLDING (12/2019)	2 750 000	-907 553	-	40,00%	1 750 451	1 750 451	252 552	-	1 239 353	20 487	
SAS GOODWILL MANAGEMENT (12/2019)	100 000	1 605 727	-	40,00%	728 802	728 802	-	-	2 003 499	186 525	

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

	France	Etranger	Total
Prestations de services	87 602 295	53 954	87 656 249
Produits des activités annexes	3 313 689		3 313 689
TOTAL	90 915 984	53 954	90 969 938

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Honoraire de certification des comptes : 34 228 €
 Honoraire des autres services : 1 200 €

Résultat financier

	31/08/2020	31/08/2019
Produits financiers de participation	114 300	888 827
Produits des créances de l'actif immobilisé	36 023	33 834
Autres intérêts et produits assimilés	9 570	13 439
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change	4 388	1 259
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Total des produits financiers	164 281	937 359
Dotations financières aux amortissements et provisions	104 288	
Intérêts et charges assimilées	273 337	.304 193
Différences négatives de change	3 673	2 444
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières	381 298	306 637
Résultat financier	- 217 017	630 723

Notes sur le compte de résultat**Charges et Produits exceptionnels****Résultat exceptionnel**

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	260	
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	73 356	
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	189 394	
Amortissement des immobilisations	37 530	
Amortissements dérogatoires	56 005	
Provisions pour risques et charges	9 651	
Rentrées sur créances amorties		276 588
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		192 736
Produits des cessions d'éléments d'actif		77 132
Amortissements dérogatoires		97 964
Provisions pour risques et charges		TOTAL
	356 545	654 071

Notes sur le compte de résultat**Résultat et impôts sur les bénéfices****Incidence des évaluations fiscales dérogatoires**

	Montant
Résultat de l'exercice après impôts	5 231 373
+ Impôts sur les bénéfices	2 641 598
+ Supplément d'impôt lié aux distributions	
- Créances d'impôt sur les bénéfices	- 152 926
Résultat avant impôt	7 720 045
Variation des provisions réglementées	
Provision pour investissements	
Provision pour hausse des prix	
Amortissements dérogatoires	- 39 602
Provisions fiscales	
Autres provisions réglementées	
Résultat hors évaluations fiscales dérogatoires (avant impôt)	7 680 443

Notes sur le compte de résultat**Accroissements et allégements de la dette future d'impôt**

La situation fiscale latente, compte tenu d'un taux d'impôt sur les sociétés valorisé à hauteur à 28%, fait ressortir une créance future d'un montant de 457 715 €. Ce montant ne tient pas compte d'un éventuel paiement de la contribution sociale sur les bénéfices.

	Montant
Accroissements de la dette future d'impôt	
Liés aux amortissements dérogatoires	144 616
Liés aux provisions pour hausse des prix	
Liés aux plus-values à réintégrer	
Liés à d'autres éléments	
A. Total des bases concourant à augmenter la dette future	144 616
Allégements de la dette future d'impôt	
Liés aux provisions pour congés payés	
Liés aux provisions et charges à payer non déductibles de l'exercice	1 779 314
Liés à d'autres éléments	
B. Total des bases concourant à diminuer la dette future	1 779 314
C. Déficits reportables	
D. Moins-values à long terme	
Montant de la créance future	457 715

Base : (A - B - C - D)
Impôt valorisé au taux de 28%

Notes sur le compte de résultat**Impôts sur les bénéfices - Intégration fiscale**

A partir de l'exercice ouvert au 01/09/2003, la société SAS STREGO est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SAS STREGO. Elle agit en qualité de tête de groupe.

Au titre de l'intégration fiscale arrêtée au 31 août 2020, l'ajustement net lié au résultat d'ensemble s'est avéré être une déduction d'impôt de 4 582 €.

L'impôt sur les sociétés comptabilisé n'est pas altéré par des conventions particulières au groupe.

Méthode dite de "Neutralité":

- La filiale constate sa charge d'impôt comme si elle était imposée séparément, c'est-à-dire en tenant compte des déficits qu'elle a générés.
- La société mère enregistre dans ses charges ou ses produits la différence entre la dette d'impôt du groupe et le cumul des charges d'impôt comptabilisées par les filiales.

INFORMATION RELATIVES A L'IMPOT COMPTABILISE

Impôt comptabilisé :	2 488 672 €
Impôt pour lequel l'entreprise est solidaire :	2 488 672 €

DETAIL DU POSTE IMPOT SUR LES BENEFICES :

Impôt sur les sociétés :	2 586 020 €
Diminution d'impôt lié à l'Intégration fiscale :	- 4 582 €
Contribution additionnelle 3.3% :	60 160 €
Crédit d'impôt et réductions d'impôts :	- 152 926 €
 Total :	 2 488 672 €

LISTES DES SOCIETES INTEGREGES DANS LE GROUPE

Société : SA SACOPAL
Siège social : 5 rue Albert Londres 44 003 NANTES CEDEX 03

Société : SARL EUFRATE
Siège social : 4 rue Papiau de la Verrie 49 000 ANGERS

Société : SAS STREGO AUDIT
Siège social : 4 rue Papiau de la Verrie 49 000 ANGERS

Autres informations**Effectif**

Effectif moyen du personnel : 993 personnes dont 32 apprentis et 23 handicapés.

Engagements financiers

Montant en euros

Effets escomptés non échus

Caution hypothécaire au profit de la SCI STREGIMO ANGERS ORGEMONT	956 792
Avals et cautions	956 792

Engagements en matière de pensions

Engagements de crédit-bail mobilier

Engagements de crédit-bail immobilier

Dotation sur 5 années à la Fondation Stregu	69 000
Autres engagements donnés	69 000

Total	1 025 792
--------------	------------------

Dont concernant :

- Les dirigeants
- Les filiales
- Les participations
- Les autres entreprises liées
- Engagements assortis de suretés réelles

Autres informations

Engagements reçus

	Montant en euros
Caution hypothécaire de la SCI STREGIMO ANGERS ORGEMONT	4 346 247
Avals et cautions	4 346 247
Abandon de compte courant WEBLEX	195 604
Billets financiers non utilisés	2 550 000
Escoppte autorisé non utilisé	1 600 000
Découvert autorisé non utilisé	1 600 000
Autres engagements reçus	4 345 604
Total	8 691 851
Dont concernant :	
Les autres entreprises liées	4 346 247

Autres informations

Engagement de retraite

Le montant des droits qui seraient acquis par les salariés au titre de l'indemnité de départ à la retraite s'élève à un montant de 4 030 628 €.

La méthode appliquée est définie par la norme comptable IAS n°19 révisée et par la norme FAS87.
Elle est conforme à la recommandation CNC 2003-R-01.

Les hypothèses retenues pour le calcul de ces indemnités sont les suivantes:

- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Dernière table de mortalité établie par l'INSEE
- Application d'un taux de rotation du personnel : moyen
- Taux d'inflation : 0%
- Critères d'actualisation : 1,30 %
- Initiative du départ en retraite : salariés 100%
- Taux de charges fiscales et sociales : 41%

La société a souscrit depuis l'exercice clos le 31 août 2000 une assurance couvrant le paiement des indemnités de fin de carrière.

Cette souscription a pour conséquence de mutualiser l'engagement de versement de capitaux de fin de carrière en contrepartie de versements de cotisations annuelles.

L'épargne globale cumulée à la clôture de l'exercice s'élève à 1 106 137 €.

Total des engagements couverts par l'assurance IFC : 1 106 137 €.

Total des engagements non couverts par l'assurance IFC : 2 924 491 €.

Informations spécifiques aux organismes de formation 08-2020

Ressources de l'organisme

Origine du fonds	en €	en %
RESSOURCES PROVENANT DES ENTREPRISES ET ADMINISTRATIONS POUR LEURS SALARIES ET DES PARTICULIERS		
Entreprises	84 615	61 %
Etat, collectivités locales, établissements publics		
Entreprises via Fongecif, oma, faf	17 484	13 %
Particuliers		
Sous-total 1	102099	74 %
RESSOURCES PROVENANT DES POUVOIRS PUBLICS		
Instances européennes		
Etat		
Régions		
Autres collectivités territoriales		
Sous-total 2		
AUTRES		
Autres organismes de formation	35 856	26 %
Autres ressources		
Sous-total 3	35 856	26 %
Total	138 055	100,00 %

Décomposition des actions de formation par finalité

Finalité des actions	Volumes financiers	
	en €	en %
Diplômantes (1)		
Perfectionnement professionnel et qualifiant (2)	138 055	100,00 %
Insertion sociale		
Particuliers		
Total	138 055	100,00 %

(1) Diplômes nationaux, titres homologués

(2) Certificats de branches, certificats d'entreprises, attestations

STREGO
Société par actions simplifiée au capital de 8 451 744 Euros
Siège Social : 4 rue Papiau de la Verrie - 49000 ANGERS
R.C.S. ANGERS 063 200 885

ASSEMBLEE GENERALE MIXTE
DU 27 JANVIER 2021

Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 août 2020 :

L'Assemblée Générale approuve la proposition du Comité de Direction, et décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à **5 231 372,06 euros**, de la manière suivante :

- | | |
|---|-----------------------|
| - A titre de dotation au compte «réserve légale» pour | 24 351,60 € |
| <i>afin de porter celle-ci à 10 % du capital social</i> | |
| - A titre de dividendes aux associés pour | 3 153 440,00 € |
| <i>(soit 402464 – 8284 auto-détenues soit 394 180 actions x 8 euros)</i> | |
| - A titre de dotation au compte «réserves facultatives» pour | 2 053 580,46 € |
| <i>Le compte «réserves facultatives » serait ainsi porté à 23.385.514 ,41 euros</i> | |

Régime fiscal applicable aux distributions

L'assemblée générale prend acte que les revenus distribués mis en paiement à compter du 1^{er} janvier 2018, sont imposables à un taux forfaitaire de 12,8%, sauf option expresse et irrévocable pour les soumettre au barème progressif de l'impôt sur le revenu après application d'un abattement de 40%.

Cette option, qui concerne l'ensemble des revenus et plus-values entrant dans le champ d'application de l'imposition forfaitaire, devra être exercée lors du dépôt de la déclaration de revenus, et au plus tard avant la date limite de déclaration.

A cet égard, il est précisé que le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le **31 août 2020** éligibles à l'abattement de 40 % s'élève à 3 153 440,00 euros, soit la totalité des dividendes mis en distribution.

Modalités de recouvrement de l'impôt

L'assemblée générale prend acte que :

- les revenus distribués font l'objet d'un prélèvement forfaitaire obligatoire de 12,8 %, non libératoire, imputable sur l'impôt dû l'année suivante et, en cas d'excédent, restituable ;
- peuvent demander à être dispensées du prélèvement les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année est inférieur à 50 000 euros (contribuables célibataires, divorcés ou veufs) ou 75 000 euros (contribuables soumis à une imposition commune). La demande de dispense doit être formulée, sous la responsabilité de l'associé, au plus tard le 30 novembre de l'année qui précède le versement.

L'Assemblée Générale constate que le dividende par action de catégorie « O » et « R » est de 8,00 euros. Elle décide que le paiement des dividendes sera effectué à compter de ce jour.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'assemblée générale indique ci-après le montant des dividendes qui ont été mis en distribution au titre des

trois derniers exercices, le montant des revenus distribués au titre de ces mêmes exercices éligibles à la réfaction mentionnée au 2° du 3 de l'article 158 ainsi que celui des revenus distribués non éligibles à cette réfaction.

Exercice	Revenu distribué	Revenu éligible	Revenu non éligible
31/08/2019	3 126 944,00	3 126 944,00	
31/08/2018	2 786 680,00 €	2 786 680,00 €	
31/08/2017	2 726 088,00 €	2 726 088,00 €	

Vote de l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 JANVIER 2021 :

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Certifié conforme
Le Président

A handwritten signature in black ink, appearing to read "P. J. P." or a similar initials, is placed next to the typed title "Le Président".

SAS ALTONEO AUDIT
Commissaire aux comptes
143 rue de Paris
CS 92107
53063 - LAVAL CEDEX 9
499 885 333 RCS LAVAL

SAS FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL
Commissaire aux comptes
4, rue Fernand Forest
BP 90825
49000 – ANGERS
303 526 966 RCS ANGERS

S T R E G O

Société par actions simplifiée au capital de 8 451 744 euros
Siège social : 4, rue Papiau de la Verrie
49009 – ANGERS CEDEX 01
063 200 885 RCS ANGERS

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES SOCIAUX**

Exercice clos le 31 août 2020

S T R E G O

Société par actions simplifiée au capital de 8 451 744 euros

Siège social : 4, rue Papiau de la Verrie

49009 – ANGERS CEDEX 01

063 200 885 RCS ANGERS

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES SOCIAUX

Exercice clos le 31 août 2020

À l'Assemblée Générale de la société STREGO,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société STREGO relatifs à l'exercice clos le 31 août 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2019 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note « Immobilisations incorporelles » des « Notes sur le bilan » de l'annexe aux comptes annuels expose les règles et méthodes comptables relatives à l'évaluation et à la dépréciation des malis techniques relevant du fonds de commerce. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons apprécié la pertinence des éléments présentés justifiant de l'évaluation de ces actifs et nous nous sommes assurés que le paragraphe de l'annexe aux comptes annuels fournit une information appropriée.

La note « Immobilisations financières » des « Notes sur le bilan » de l'annexe aux comptes annuels décrit les règles et méthodes comptables relatives aux éventuelles dépréciations de celles-ci. Nous avons été conduits à vérifier la pertinence et la correcte application des méthodes comptables et avons obtenu les éléments probants justifiant de leur correcte évaluation. Ceux-ci se fondent sur des documents financiers émis par les sociétés et organes de contrôle et sur les informations complémentaires obtenues des dirigeants.

La note « Créances » des « Règles et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels expose les règles et méthodes comptables relatives à la valorisation et à la dépréciation des créances clients. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné les éléments probants justifiant de l'évaluation des créances clients, contrôlé la pertinence des taux de provision pour dépréciation retenus, et nous nous sommes assurés que le paragraphe de l'annexe aux comptes annuels fournit une information appropriée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion conjoint du Président et du Comité de Direction et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du Code de commerce.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Comité de Direction.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Laval et Angers, le 19 janvier 2021

SAS ALTONEO AUDIT
Commissaire aux comptes



Christophe MERIENNE
Associé

SAS FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL
Commissaire aux comptes



Frédéric PLOQUIN
Associé

Bilan Passif

	31/08/2020	31/08/2019
CAPITAUX PROPRES		
Capital	8 451 744	8 208 228
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	14 926 689	13 488 437
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	820 823	731 504
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	21 331 934	19 445 913
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	5 231 372	5 102 284
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	144 616	184 218
Total I	50 907 178	47 160 584
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Total II		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	990 059	682 293
Provisions pour charges		
Total III	990 059	682 293
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires	391 785	415 925
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	36 357 907	24 945 763
Emprunts et dettes diverses (3)	1 602 938	4 089 664
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 368 417	4 827 409
Dettes fiscales et sociales	17 596 310	14 557 277
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	142 183	457 343
Autres dettes	786 852	467 833
Produits constatés d'avance (1)	15 721 021	14 604 172
Total IV	77 967 414	64 365 386
Ecarts de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL (I à V)	129 864 651	112 208 263
(1) Dont à plus d'un an (a)	19 450 205	21 445 248
(1) Dont à moins d'un an (a)	58 517 209	42 920 138
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	135	2 857
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) Al'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de Résultat

	31/08/2020	31/08/2019
Produits d'exploitation (1)		
Ventes de marchandises		
Production vendue (biens)		
Production vendue (services)	90 969 938	82 462 446
Chiffre d'affaires net	90 969 938	82 462 446
Dont à l'exportation	53 954	60 911
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	9 443	9 500
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	3 581 818	3 481 504
Autres produits	10 514	17 884
Total I	94 571 713	85 971 333
Charges d'exploitation (2)		
Achats de marchandises		
Variations de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variations de stock		
Autres achats et charges externes (a)	31 868 577	30 862 660
Impôts, taxes et versements assimilés	2 508 497	2 043 342
Salaires et traitements	33 635 918	30 305 857
Charges sociales	13 119 547	11 613 970
Dotations aux amortissements et dépréciations :		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	1 687 181	1 491 460
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations	634 504	
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	240 169	351 857
- Pour risques et charges : dotations aux provisions	753 262	403 537
Autres charges	461 754	533 568
Total II	84 909 410	77 606 251
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	9 662 304	8 365 082
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée III		
Perte supportée ou bénéfice transféré IV		
Produits financiers		
De participation (3)	114 300	888 827
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)	36 023	33 834
Autres intérêts et produits assimilés (3)	9 570	13 439
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change	4 388	1 259
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total V	164 281	937 360
Charges financières		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	104 288	
Intérêts et charges assimilées (4)	273 337	304 193
Différences négatives de change	3 673	2 444
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total VI	381 298	306 637
RESULTAT FINANCIER (V-VI)	-217 017	630 723
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	9 445 286	8 995 805

Compte de Résultat (suite)

	31/08/2020	31/08/2019
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	286 239	32 800
Sur opérations en capital	192 736	443 457
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges	175 096	155 704
Total produits exceptionnels (VII)	654 071	631 961
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	73 616	335 112
Sur opérations en capital	189 394	362 678
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	93 535	257 993
Total charges exceptionnelles (VIII)	356 545	955 784
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	297 526	-323 823
Participation des salariés aux résultats (IX)	2 022 768	1 552 237
Impôts sur les bénéfices (X)	2 488 672	2 017 461
Total des produits (I+III+V+VII)	95 390 065	87 540 654
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	90 158 693	82 438 370
BENEFICE OU PERTE	5 231 372	5 102 284
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées	9 570	13 439
(4) Dont intérêts concernant les entités liées	7 113	7 979

Annexe

Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Au cours de l'exercice, Strego a pris plusieurs participations :

- le 19 décembre 2019, Strego a acquis 20 % des parts de la S.A.S Goodwill Management, société de conseil sise à Paris,
- le 20 décembre 2019, Strego a acquis 100 % des parts de la S.A.S Picavet, société de commissariat aux comptes sise à Quimperlé,
- le 31 août 2020, Strego a acquis 100 % des parts des S.A.S SDH et 60 % du capital du Cabinet Tanguy, sociétés d'expertise comptable sises à Morlaix.

Selon l'assemblée générale du 29 février 2020, la SAS STREGO a procédé à la fusion absorption à effet rétroactif au 1^{er} septembre 2019 :

- de la SAS Cabinet d'expertise comptable Dominique Nineuil et de la SAS Rivault Audit Conseil, sociétés sises à Poitiers
- de la SAS Cabinet Tersiguel Jolivet et associés sises à Lorient.

Autres éléments significatifs

Information au titre de l'impact de l'épidémie de Covid-19 sur l'activité de l'entreprise postérieurement à la clôture de l'exercice.

L'entreprise constate que cette crise sanitaire n'a pas eu d'impact significatif sur son activité depuis le 11 mars 2020, et que la continuité d'exploitation n'est pas remise en cause. Néanmoins, la société a eu recourt au chômage partiel et a obtenu un PGE à la hauteur de 13 millions d'euros. Aucune autre information particulière ne mérite d'être signalée sur le sujet.

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS STREGO

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/08/2020, dont le total est de 129 864 651 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 5 231 372 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/09/2019 au 31/08/2020,

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 29/10/2020 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/08/2020 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices. Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

* Concessions, logiciels et brevets :

Logiciels techniques : 1 à 3 ans

Logiciels gestion cabinet : 3 à 4 ans

* Constructions : 20 ans

* Agencements des constructions : 10 à 20 ans

* Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans

* Matériel de transport : 3 à 5 ans

* Matériel de bureau : 3 à 10 ans

* Matériel informatique : 2 à 5 ans

* Mobilier : 5 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les valeurs résiduelles des immobilisations sont considérées comme nulles car non significatives ou non mesurables.

Un amortissement dérogatoire est comptabilisé pour l'écart constaté entre la dotation fiscale calculée en fonction des durées d'usage et du mode dégressif le cas échéant et, d'autre part, la dotation économique calculée en fonction des durées d'utilisation et du mode linéaire.

Titres de participation

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition y compris les frais accessoires.

Un amortissement dérogatoire est alors constaté afin de tenir compte de l'amortissement de ces frais accessoires.

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé**Tableau des immobilisations****Tableau des immobilisations**

	En début d'exercice	Fusion	Augmentation	Virement de poste à poste	Diminution	En fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement						
Autres postes d'immobilisations incorporelles	33 295 422	6 722 138				40 017 560
Immobilisations incorporelles en cours	772 719		61 409			834 128
Immobilisations incorporelles	34 068 142	6 722 138	61 409	0	0	40 851 689
Terrains	5 336					5 336
Constructions sur sol propre	99 462					99 462
Constructions sur sol d'autrui						
Installations gén., agenc. et aménag. des constructions	186 917					186 917
Installations techn., matériel et outillage industriels						
Installations gén., agenc. et aménagements divers	6 212 576	808 214	103 190	1 084 992	35 115	8 173 857
Matériel de transport	368 328	23 759	14 774		187 632	219 230
Matériel de bureau et informatique, mobilier	4 578 958	315 094	179 182	70 181	102 197	5 041 217
Emballages récupérables et divers						
Immobilisations corporelles en cours	958 373		621 185	-1 155 172	421 486	2 900
Avances et acomptes						
Immobilisations corporelles	12 409 951	1 147 067	918 332	0	746 431	13 728 920
Participations par mise en équivalence						
Autres participations	36 080 054	2 205 603	3 647 645		12 683 128	29 250 173
Autres titres immobilisés	33 281	15 509	1 510		16 989	33 311
Prêts et autres immobilisations financières	706 881	42 700	115 697		147 571	717 707
Immobilisations financières	36 820 215	2 263 812	3 764 852	0	12 847 689	30 001 190
ACTIF IMMOBILISÉ	65 298 309	10 133 017	4 744 593	0	13 594 119	84 581 801

Notes sur le bilan**Actif immobilisé (suite)****Immobilisations incorporelles*****Mali de fusion sur actifs incorporels***

Conformément aux préconisations du règlement de l'ANC 2015-06 du 23 novembre 2015 applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2016, les mali de fusion ont été affectés à l'actif dont ils relèvent.

Les mali techniques relevant du fonds de commerce et assimilables à notre clientèle expertise-comptable, apparaissent en **compte 208110 - Mali de fusion sur actifs incorporels**, pour un solde total de 17 304 600 € répartis comme suit :

mali de fusion CIREC	743 765 €
mali de fusion GLR	60 171 €
mali de fusion RANCE AUDIT CONSEIL	752 311 €
mali de fusion SCTL	768 597 €
mali de fusion EXPERTIS	1 274 257 €
mali de fusion Cabinet CB	282 401 €
mali de fusion COGEX	1 170 032 €
mali de fusion AUDITEF	968 757 €
mali de fusion GUY FONTAINE	647 €
mali de fusion DUNOYER VIDAL AUDIT	252 376 €
mali de fusion GB ASSOCIES/SOCECO	2 294 538 €
mali de fusion PAREXCO	1 058 506 €
mali de fusion TOURNAIRE	464 507 €
mali de fusion HOLDICABEX/CABEX	976 900 €
mali de fusion SOFIDER	426 992 €
mali de fusion SARMEX	49 114 €
mali de fusion NINEUIL	1 246 474 €
mali de fusion RIVAUT AUDIT CONSEIL	641 901 €
mali de fusion TERSIGUEL JOLIVET	3 872 354 €

Total au 31 août 2020 :

17 304 600 €

Notes sur le bilan

Actif immobilisé (suite)

Les malis techniques relevant du fonds de commerce ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation annuel considérant que la durée d'utilité de ces fonds de commerce est indéterminée.

Il convient d'assimiler l'ensemble de ces malis à de la clientèle « Expertise-Comptable ».

Une provision est comptabilisée quand la valeur d'utilité issue du test de dépréciation est inférieure à la valeur comptable.

Le règlement comptable prévoit que :

Dès lors qu'un fonds commercial n'est pas amorti, un test de dépréciation annuel est obligatoire, même sans indice de perte de valeur.

La dépréciation éventuelle constatée sur un fonds commercial ne peut jamais être reprise.

Le résultat de ce test de dépréciation n'a pas conduit à déprécier les valeurs des fonds de commerce inscrits à l'actif du bilan au 31 août 2020.

Notes sur le bilan**Amortissements****Amortissements des immobilisations**

	En début d'exercice	Fusion	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement					
Autres postes d'immobilisations incorporelles	3 736 400	64 453	428 059		4 228 912
Immobilisations incorporelles	3 736 400	64 453	428 059	0	4 228 912
Terrains					
Constructions sur sol propre	88 063		1 609		89 672
Constructions sur sol d'autrui					
Installations gén., agenc. et aménag. des constructions	186 917				186 917
Installations techn., matériel et outillage industriels					
Installations gén., agenc. et aménagements divers	3 703 553	348 744	617 798	28 138	4 641 957
Matériel de transport	189 410	23 759	27 135	79 463	160 841
Matériel de bureau et informatique, mobilier	2 603 885	205 491	612 580	91 559	3 330 397
Emballages récupérables et divers					
Immobilisations corporelles	6 771 829	577 994	1 259 122	199 159	8 409 786
ACTIF IMMOBILISE	10 508 229	642 447	1 587 181	199 159	12 638 698

L'entreprise considère que l'amortissement économique est égal à l'amortissement linéaire.

Notes sur le bilan**Actif circulant****Etat des créances**

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 35 549 218 € et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	1 497 922		1 497 922
Prêts			
Autres	717 707		717 707
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	29 334 796	29 334 796	
Autres	2 163 439	2 157 141	6 298
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	1 835 354	1 835 354	
Total	35 549 218	33 327 291	2 221 927

Prêts accordés en cours d'exercice
 Prêts récupérés en cours d'exercice
 Prêts et avances consentis aux associés

Produits à recevoir

	Montant
Créances rattachées à des participations	9 570
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	8 302 096
Autres créances	540 243
Disponibilités	
Total	8 851 909

Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

Dépréciation des actifs

	Dépréciations en début d'exercice	Fusion	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles			634 504		634 504
Immobilisations corporelles					
Immobilisations financières			104 288		104 288
Stocks					
Créances et valeurs mobilières	791 422	116 087	240 169	356 953	790 725
Total	791 422	116 087	978 961	356 953	1 529 517
Répartition des dotations et des reprises:					
Exploitation			874 673	356 953	
Financières			104 288		
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 8 451 744 € décomposé en 402 464 titres d'une valeur nominale de 21,00 €.

	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice	390 868	21,00
Titres émis pendant l'exercice	11 596	21,00
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	402 464	21,00

Tableau de variation des capitaux propres

	Solde au 01/09/2019	Augmentations*	Diminutions*	Solde au 31/08/2020	<i>*Dont : affectation des résultats</i>
Capital	8 208 228	243 516		8 451 744	
Primes d'émission	13 488 437	1 438 252		14 926 689	
Réserve légale	731 503	89 319		820 822	89 319
Réserves générales	19 445 912	1 886 021		21 331 933	1 886 021
Résultat de l'exercice	5 102 284	5 231 373	5 102 284	5 231 374	-
Dividendes					3 126 944
Provisions réglementées	184 218	37 530	77 132	144 616	
Total Capitaux Propres	47 160 582	8 926 011	5 179 416	50 907 178	

Notes sur le bilan**Provisions****Tableau des provisions**

	Provisions au début de l'exercice	Fusion	Dotations	Reprises (utilisées)	Reprises (non utilisées)	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	278 756		56 005	59 707	38 257	236 797
Garanties données aux clients						
Perdes sur marchés à terme						
Amendes et pénalités						
Autres provisions pour risques	403 537	108 538	753 262	512 075		753 262
Total	682 293	108 538	809 267	571 782	38 257	990 059
Répartition des dotations et reprises :						
Exploitation			753 262	512 075		
Financières						
Exceptionnelles			56 005	59 707	38 257	

Provisions réglementées

	Provisions au début de l'exercice	Fusion	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Pour investissements					
Pour hausse des prix					
Amortissements dérogatoires	184 217		37 530	77 132	144 616
Implantations à l'étranger					
Prêts d'installation					
Autres provisions					
Total	184 217		37 530	77 132	144 616
Répartition des dotations et des reprises:					
Exploitation					
Financières					
Exceptionnelles			37 530	77 132	

Notes sur le bilan**Dettes****Etat des dettes**

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 77 967 090 € et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant	Échéance	Echéances	Echéances
	Brut	à moins d'un an	à plus d'un an	à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires	391 785			391 785
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	135	135		
- à plus de 1 an à l'origine	36 357 772	17 893 901	14 982 248	3 481 623
Emprunts et dettes financières divers	1 483 100	888 551	187 178	407 371
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	5 368 417	5 368 417		
Dettes fiscales et sociales	17 596 310	17 596 310		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	142 183	142 183		
Autres dettes	906 367	906 367		
Produits constatés d'avance	15 721 021	15 721 021		
Total	77 967 090	58 516 885	15 561 211	3 888 994
Emprunts souscrits en cours d'exercice	14 492 491			
Emprunts remboursés sur l'exercice	3 103 353			
Emprunts et dettes contractés auprès des associés	119 356			

Notes sur le bilan**Dettes garanties par des sûretés réelles**

	Dettes garanties	Montant des sûretés	Valeurs des biens donnés en garantie
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit			
Emprunts et dettes divers		4 346 247	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes fiscales et sociales			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Total		4 346 247	

Pour le financement de l'usufruit de l'ensemble immobilier situé rue Papiau de la Verrie à Angers, la SAS STREGO a affecté et hypothéqué, au profit des organismes financiers préteurs, l'usufruit temporaire pour un montant de 7 100 000 €.

Au 31 Août 2020, le montant du capital restant dû sur ce financement s'élève à 4 346 247 €.

Charges à payer

	Montant
Emprunts obligataires convertibles	11 985
Autres emprunts obligataires	18 545
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 218
Emprunts et dettes financières divers	776 506
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 135 195
Dettes fiscales et sociales	176 153
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
Total	9 119 602

Notes sur le bilan**Comptes de régularisation****Charges constatées d'avance**

	Montant
Charges d'exploitation	1 835 354
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
Total	1 835 354

Produits constatés d'avance

	Montant
Produits d'exploitation	15 721 021
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
Total	15 721 021

Tableau des filiales et participations

Tableau des filiales au 31 Août 2020

INFORMATIONS FINANCIERES	Capital	Réserves et report avant affectation	Amort.	Dérogatoires	Quoté-part du capital détenu	Valeur comptable des titres détenus	Prêts et avances versées par la société	Montant des cautionnements avale donnés par la société	Chiffre d'affaires HT du dernier exercice	Résultat du dernier exercice	Dividendes encartés par la société dans l'exercice
FILIALES ET PARTICIPTIONS											
SCI FONCIERE D'HARLEVILLE (12/2019)	1 524	35 421	126 431	98,00%	1 494	1 494	-	-	41 556	29 012	34 300
SARL EUFRATE	1 000	43 648	-	99,23%	1 292	1 292	-	-	14 467 904	2 361	
SAS STREGO AUDIT	915 233	1 598 620	-	100,00%	2 449 018	2 449 018	-	-	4 958 219	8 034	
SAS ALC AUDIT	151 000	484 951	-	100,00%	1 392 131	1 392 131	-	-	602 658	2 228	
SAS BAKER TILLY PARIS	8 160 579	6 662 195	-	100,00%	15 424 491	15 424 491	707 159	-	Néant	-5 677	
SAS AUDIT ATLANTIQUE POITOU CHARENTES	155 000	377 843	-	100,00%	528 024	528 024	-	-	237 920	169	
SAS FIDUCIAIRE DES OLONNES	750 000	221 980	-	80,00%	1 329 730	1 329 730	-	-	1 319 879	96 982	80 000
PICAVET LEDAIN	100 000	413 684	-	100,00%	834 789	834 789	-	-	764 796	13 718	
CABINET TANGUY	510 000	66 624	-	60,00%	1 424 941	1 424 941	-	-	2 712 615	473 194	
SDH	245 300	374 143	-	100,00%	860 520	860 520	-	-	147 000	258 020	
Participations (10 à 50 % du capital détenu)											
SARL EUFRATE 2	1 000	19 427	-	49,70%	497	497	-	-	690 810	3 241	-
SAS ABINGTON HOLDING (12/2019)	2 750 000	-907 553	-	40,00%	1 750 451	1 750 451	252 552	-	1 239 353	20 487	
SAS GOODVILL MANAGEMENT (12/2019)	100 000	1 605 727	-	40,00%	728 802	728 802	-	-	2 003 499	186 525	

Notes sur le compte de résultat**Chiffre d'affaires**

	France	Etranger	Total
Prestations de services	87 602 295	53 954	87 656 249
Produits des activités annexes	3 313 689		3 313 689
TOTAL	90 915 984	53 954	90 969 938

Charges et produits d'exploitation et financiers**Rémunération des commissaires aux comptes**

Honoraire de certification des comptes : 34 228 €
 Honoraire des autres services : 1 200 €

Résultat financier

	31/08/2020	31/08/2019
Produits financiers de participation	114 300	888 827
Produits des créances de l'actif immobilisé	36 023	33 834
Autres intérêts et produits assimilés	9 570	13 439
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change	4 388	1 259
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Total des produits financiers	164 281	937 359
Dotations financières aux amortissements et provisions	104 288	
Intérêts et charges assimilées	273 337	.304 193
Différences négatives de change	3 673	2 444
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières	381 298	306 637
Résultat financier	- 217 017	630 723

Notes sur le compte de résultat

Charges et Produits exceptionnels**Résultat exceptionnel**

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	260	
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	73 356	
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	189 394	
Amortissement des immobilisations	37 530	
Amortissements dérogatoires	56 005	
Provisions pour risques et charges	9 651	
Rentrées sur créances amorties		276 588
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		192 736
Produits des cessions d'éléments d'actif		77 132
Amortissements dérogatoires		97 964
Provisions pour risques et charges		TOTAL
TOTAL	356 545	654 071

Notes sur le compte de résultat**Résultat et impôts sur les bénéfices****Incidence des évaluations fiscales dérogatoires**

	Montant
Résultat de l'exercice après impôts	5 231 373
+ Impôts sur les bénéfices	2 641 598
+ Supplément d'impôt lié aux distributions	
- Créances d'impôt sur les bénéfices	- 152 926
Résultat avant impôt	7 720 045
 Variation des provisions réglementées	
Provision pour investissements	
Provision pour hausse des prix	
Amortissements dérogatoires	- 39 602
Provisions fiscales	
Autres provisions réglementées	
 Résultat hors évaluations fiscales dérogatoires (avant impôt)	7 680 443

Notes sur le compte de résultat**Accroissements et allégements de la dette future d'impôt**

La situation fiscale latente, compte tenu d'un taux d'impôt sur les sociétés valorisé à hauteur à 28%, fait ressortir une créance future d'un montant de 457 715 €. Ce montant ne tient pas compte d'un éventuel paiement de la contribution sociale sur les bénéfices.

	Montant
Accroissements de la dette future d'impôt	
Liés aux amortissements dérogatoires	144 616
Liés aux provisions pour hausse des prix	
Liés aux plus-values à réintégrer	
Liés à d'autres éléments	
A. Total des bases concourant à augmenter la dette future	144 616
Allégements de la dette future d'impôt	
Liés aux provisions pour congés payés	
Liés aux provisions et charges à payer non déductibles de l'exercice	1 779 314
Liés à d'autres éléments	
B. Total des bases concourant à diminuer la dette future	1 779 314
C. Déficits reportables	
D. Moins-values à long terme	
Montant de la créance future	457 715
Base : (A - B - C - D)	
Impôt valorisé au taux de 28%	

Notes sur le compte de résultat**Impôts sur les bénéfices - Intégration fiscale**

A partir de l'exercice ouvert au 01/09/2003, la société SAS STREGO est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SAS STREGO. Elle agit en qualité de tête de groupe.

Au titre de l'intégration fiscale arrêtée au 31 août 2020, l'ajustement net lié au résultat d'ensemble s'est avéré être une déduction d'impôt de 4 582 €.

L'impôt sur les sociétés comptabilisé n'est pas altéré par des conventions particulières au groupe.

Méthode dite de "Neutralité":

- La filiale constate sa charge d'impôt comme si elle était imposée séparément, c'est-à-dire en tenant compte des déficits qu'elle a générés.
- La société mère enregistre dans ses charges ou ses produits la différence entre la dette d'impôt du groupe et le cumul des charges d'impôt comptabilisées par les filiales.

INFORMATION RELATIVES A L'IMPOT COMPTABILISE

Impôt comptabilisé :	2 488 672 €
Impôt pour lequel l'entreprise est solidaire :	2 488 672 €

DETAIL DU POSTE IMPOT SUR LES BENEFICES :

Impôt sur les sociétés :	2 586 020 €
Diminution d'impôt lié à l'Intégration fiscale :	- 4 582 €
Contribution additionnelle 3.3% :	60 160 €
Crédit d'impôt et réductions d'impôts :	- 152 926 €
Total :	2 488 672 €

LISTES DES SOCIETES INTEGREGES DANS LE GROUPE

Société : SA SACOPAL
Siège social : 5 rue Albert Londres 44 003 NANTES CEDEX 03

Société : SARL EUFRATE
Siège social : 4 rue Papiau de la Verrie 49 000 ANGERS

Société : SAS STREGO AUDIT
Siège social : 4 rue Papiau de la Verrie 49 000 ANGERS

Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 993 personnes dont 32 apprentis et 23 handicapés.

Engagements financiers

Montant en euros

Effets escomptés non échus

Caution hypothécaire au profit de la SCI STREGIMO ANGERS ORGEMONT	956 792
Avals et cautions	956 792

Engagements en matière de pensions

Engagements de crédit-bail mobilier

Engagements de crédit-bail immobilier

Dotation sur 5 années à la Fondation Strego	69 000
Autres engagements donnés	69 000

Total

1 025 792

Dont concernant :

Les dirigeants

Les filiales

Les participations

Les autres entreprises liées

Engagements assortis de suretés réelles

Autres informations

Engagements reçus

Montant en euros

Caution hypothécaire de la SCI STREGIMO ANGERS ORGEMONT 4 346 247

Avals et cautions 4 346 247

Abandon de compte courant WEBLEX 195 604

Billets financiers non utilisés 2 550 000

Escompte autorisé non utilisé

Découvert autorisé non utilisé 1 600 000

Autres engagements reçus 4 345 604

Total 8 691 851

Dont concernant :

Les autres entreprises liées 4 346 247

Autres informations

Engagement de retraite

Le montant des droits qui seraient acquis par les salariés au titre de l'indemnité de départ à la retraite s'élève à un montant de 4 030 628 €.

La méthode appliquée est définie par la norme comptable IAS n°19 révisée et par la norme FAS87. Elle est conforme à la recommandation CNC 2003-R-01.

Les hypothèses retenues pour le calcul de ces indemnités sont les suivantes:

- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Dernière table de mortalité établie par l'INSEE
- Application d'un taux de rotation du personnel : moyen
- Taux d'inflation : 0%
- Critères d'actualisation : 1,30 %
- Initiative du départ en retraite : salariés 100%
- Taux de charges fiscales et sociales : 41%

La société a souscrit depuis l'exercice clos le 31 août 2000 une assurance couvrant le paiement des indemnités de fin de carrière.

Cette souscription a pour conséquence de mutualiser l'engagement de versement de capitaux de fin de carrière en contrepartie de versements de cotisations annuelles.

L'épargne globale cumulée à la clôture de l'exercice s'élève à 1 106 137 €.

Total des engagements couverts par l'assurance IFC : 1 106 137 €.

Total des engagements non couverts par l'assurance IFC : 2 924 491 €.

Informations spécifiques aux organismes de formation 08-2020

Ressources de l'organisme

Origine du fonds	en €	en %
RESSOURCES PROVENANT DES ENTREPRISES ET ADMINISTRATIONS POUR LEURS SALARIES ET DES PARTICULIERS		
Entreprises	84 615	61 %
Etat, collectivités locales, établissements publics		
Entreprises via Fongecif, oma, faf	17 484	13 %
Particuliers		
Sous-total 1	102099	74 %
RESSOURCES PROVENANT DES POUVOIRS PUBLICS		
Instances européennes		
Etat		
Régions		
Autres collectivités territoriales		
Sous-total 2		
AUTRES		
Autres organismes de formation	35 856	26 %
Autres ressources		
Sous-total 3	35 856	26 %
Total	138 055	100,00 %

Décomposition des actions de formation par finalité

Finalité des actions	Volumes financiers	
	en €	en %
Diplômantes (1)		
Perfectionnement professionnel et qualifiant (2)	138 055	100,00 %
Insertion sociale		
Particuliers		
Total	138 055	100,00 %

(1) Diplômes nationaux, titres homologués

(2) Certificats de branches, certificats d'entreprises, attestations